

Cuba dénonce à Genève la politisation des droits de l'Homme (Plus texte intégral de l'intervention)



Genève, 28 février (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a dénoncé aujourd'hui au Conseil des droits de l'homme la politisation de la question et a appelé à y mettre fin au profit d'un dialogue et d'une coopération respectueux et constructifs.

"La promotion et la protection des droits de l'homme est un idéal commun. Aucun pays n'est exempt de défis, et aucun pays n'a l'autorité de se considérer comme un paradigme en la matière, de juger les autres, et encore moins, de politiser et d'utiliser cette question pour stigmatiser des États souverains", a-t-il averti ici.

S'exprimant lors du segment de haut niveau de la 52e session du Conseil, Bruno Rodríguez a condamné les tentatives impérialistes de transformer cet organe de l'ONU en un tribunal contre les pays qui ne se subordonnent pas aux intérêts géopolitiques des gouvernements puissants. En ce sens, il a attiré l'attention sur le fait qu'une telle position érode la crédibilité du Conseil des droits de l'homme et le ramène à l'atmosphère de l'ancienne Commission des droits de l'homme.

Voici le texte intégral de son intervention:

Monsieur le Président :

Loin de favoriser la construction d'un monde plus solidaire et coopératif, les inégalités, la pauvreté, la faim et l'exclusion se multiplient. Une infime minorité bénéficie d'une augmentation exponentielle des richesses, tandis que la grande majorité lutte pour survivre.

Les modèles actuels de production et de consommation sont irrationnels et non durables et menacent l'existence de l'espèce humaine.

Il est essentiel de lutter pour un ordre international juste, démocratique et équitable centré sur l'être humain, sur les peuples du monde.

La promotion et la protection des droits de l'homme est un idéal commun. Aucun pays n'en est exempt et aucun n'est habilité à se considérer comme un paradigme dans ce domaine, à juger les autres et encore moins à les politiser et à les utiliser pour stigmatiser les États souverains et les projets économiques et sociaux qui ne sont pas conformes aux desseins des maîtres de la finance, des marchés et des armes.

Les tentatives impérialistes de transformer ce Conseil des droits de l'homme en un tribunal contre les pays qui ne se subordonnent pas aux intérêts géopolitiques des gouvernements puissants érodent la crédibilité de cet organe et semblent vouloir le ramener aux méthodes de la défunte Commission des droits de l'homme, qui a implosé précisément à cause de ces pratiques.

Cuba, en tant qu'État membre fondateur du Conseil des droits de l'homme, défend un dialogue respectueux et constructif et la coopération internationale.

Nous prônons le plein exercice et le respect des principes d'universalité, d'indivisibilité, d'objectivité et de non-sélectivité dans le traitement du sujet.

Dans cet esprit, nous présentons notre candidature à la réélection en tant que membre du Conseil des droits de l'homme, pour la période 2024-2026, lors des élections qui auront lieu en octobre prochain. Nous remercions par avance la confiance de tous les pays qui nous ont déjà apporté leur précieux soutien.

La voix de Cuba continuera à s'élever avec une vision universelle mais depuis le Sud, en faveur des intérêts légitimes des pays en développement, des pauvres, des négligés et des exclus, sur la base d'un engagement constructif, d'un dialogue responsable et de la responsabilité indéfectible de la pleine réalisation des droits de l'homme pour tous.

Monsieur le Président :

Le gouvernement étasunien applique une politique génocidaire de blocus, intensifiée à l'extrême et de "pression maximale", qui a soumis l'économie cubaine à des tensions extraordinaires qui se répercutent sur la détérioration de la consommation et du niveau de vie des familles, sur l'inflation, les prix, les salaires, la disponibilité des aliments et des médicaments, et sur le service électrique ; et qui frappent les revenus du pays, les transactions financières, l'industrie, la construction, les services, le commerce, les investissements, la santé et l'éducation.

L'inclusion infâme et infondée de Cuba dans la liste arbitraire du Département d'État des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme aggrave encore la situation difficile causée par le blocus et a des effets dévastateurs sur notre système financier.

L'impérialisme étasunien finance des opérations de déstabilisation et de " changement de régime ", des calomnies contre la coopération médicale internationale de Cuba et des campagnes de dénigrement ; il utilise de puissantes plateformes technologiques toxiques et encourage la censure et la manipulation des grands réseaux numériques contre Cuba.

Cette politique illégale encourage délibérément l'émigration, notamment de personnes qualifiées en âge de travailler.

Cuba se lève chaque jour pour faire face à ces attaques, en unissant ses forces, en innovant, avec une capacité illimitée de résistance et de créativité ; et des avancées dans le débat inclusif, la participation démocratique, en particulier des jeunes ; et le changement fertile et renouvelé de " tout ce qui doit être changé ".

Nous continuons avec des pas fermes et irréversibles à perfectionner l'état socialiste de droit et de justice sociale, et notre modèle socialiste de développement culturel, social et économique, avec le soutien large et actif du peuple cubain.

Nous sommes profondément reconnaissants pour la solidarité et la coopération internationales que Cuba reçoit des quatre coins du monde.

M. le Président :

Lors d'un référendum libre et universel en 2019, nous avons adopté une nouvelle Constitution avec le vote secret de 87% des citoyens qui renforce les garanties et le cadre juridico-institutionnel pour la protection et la promotion des droits de l'homme pour tous les Cubains.

Le Programme national pour la promotion de la femme, la Stratégie intégrale pour la prévention et l'attention à la violence de genre et à la violence dans le scénario familial, le Programme national contre le racisme et la discrimination raciale, et le nouveau Code de la famille, approuvé par référendum avec 62% de soutien, ont été mis en œuvre.

Monsieur le Président :

Nous agissons à partir de la haute responsabilité assumée avec la Présidence du Groupe des 77 plus la Chine en 2023, convaincus qu'un monde meilleur est possible, si nous écoutons la voix de nos peuples, travaillons à leur profit et défendons avec courage et une étroite unité les intérêts collectifs et justes du Sud.

Merci beaucoup.

(Cubaminrex)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/315211-cuba-denonce-a-geneve-la-politisation-des-droits-de-lhomme-plus-texte-integral-de-lintervention>



Radio Habana Cuba